

2016

RAPPORT MORAL D'ACTIVITÉ



RAPPORT ANNUEL 2016

FOODWATCH FRANCE

Édito	3
Qui est foodwatch ?	4
Alimentation et santé	6
Transparence	8
Traités de libre-échange	10
foodwatch dans les médias	12
Perspectives 2017	14
Financement	15

Rapport moral d'activité 2016

Publication de foodwatch France, association loi 1901 enregistrée au registre national des associations, SIRET 79506716400025. © foodwatch France.

Conseil d'administration : Thilo Bode, Loïc Cadin, Gabriele Richter.

Directrice de la publication : Karine Jacquemart.

Ont collaboré à cette publication : Ingrid Kragl, Chloé Stevenson.

Photos : Fotolia, istockphoto, Martial Roche, foodwatch France

Contact : foodwatch France – 53 rue Meslay 75003 Paris – info@foodwatch.fr – Tél + 33 (0) 9 67 10 86 49 – www.foodwatch.fr

Crédits : Pictos page 12-13 créés par www.flaticon.com pour Freepik et sac page 15 créé par Freepik.

EDITO

Santé, transparence, traités de libre-échange et menaces sur la démocratie : foodwatch France a mené sa troisième année de campagnes tambour battant. Les grands noms de l'industrie agroalimentaire et les responsables politiques l'ont bien compris : ils doivent désormais compter avec foodwatch et ses sympathisants. Ensemble, nous constituons un véritable contre-pouvoir citoyen dont la mobilisation se renforce chaque jour, pour que nos droits à plus de transparence dans le secteur alimentaire et à une alimentation saine soient enfin pris en compte.

En 2016, foodwatch a mis les pieds dans le plat dans des dossiers de santé publique : pétition contre le pesticide glyphosate et campagne contre les huiles minérales cancérigènes. Nous avons lancé l'alerte fin 2015 sur la contamination des aliments par les hydrocarbures. Un problème bien connu des acteurs industriels et politiques, pour lequel rien n'était fait alors que des solutions existent. Après un an de campagne et de mobilisation, six des plus grands distributeurs en France – Carrefour, E.Leclerc, Lidl, Système U, Casino, Intermarché – se sont formellement engagés à lutter contre cette contamination. Une avancée significative, qui doit montrer la voie aux responsables politiques en France et à Bruxelles.

Autre pierre angulaire des enquêtes et des actions de foodwatch : la transparence. En matière d'alimentation, le manque de transparence est criant. Dénoncer les emballages trompeurs, véritables « arnaques sur l'étiquette », est resté et restera une priorité pour foodwatch. En 2016 nous avons aussi braqué les projecteurs sur la question des conflits d'intérêt, avec par exemple une enquête sur les subventions distribuées par Coca-Cola en France à nombre de scientifiques et experts, et une pétition pour demander l'arrêt de l'expérimentation très controversée sur le logo nutritionnel.

Enfin, foodwatch a multiplié les actions pour stopper les projets de traités de libre-échange de l'Union européenne avec les Etats-Unis (TAFTA) et le Canada (CETA) : analyses juridiques, interpellation des députés et du gouvernement, débats dans les médias... Ces accords menacent nos droits démocratiques à décider de ce que l'on mange et à être protégés de risques sanitaires. Nous restons engagés pour stopper le CETA en 2017.

Les actions menées en 2016 et leurs résultats renforcent notre conviction : ensemble, nous pouvons créer du changement.

Grâce à vous, avec vous, foodwatch continue de jouer son rôle de lanceur d'alerte et de mobilisateur. Merci à tous. Et continuons à alimenter le débat.



Karine Jacquemart,
Directrice générale de foodwatch France

QUI EST FOODWATCH ?

HISTORIQUE

Fondée en 2002 en Allemagne par Thilo Bode, ancien directeur de Greenpeace International, au moment du scandale de la vache folle, foodwatch est également aux Pays-Bas depuis 2009 et active en France depuis 2014.

foodwatch est une organisation à but non lucratif (association Loi 1901 en France) 100% indépendante, financée uniquement par ses soutiens. foodwatch refuse en effet les subventions de l'État, de quelque parti politique que ce soit ou d'acteurs économiques de l'industrie agroalimentaire qui pourraient exercer de quelque influence sur le contenu de son travail.



MISSION

foodwatch défend les droits des citoyens à plus de transparence dans le secteur alimentaire et à l'accès à une alimentation saine.

A travers ses actions de lanceur d'alerte et de mobilisation, foodwatch fait la lumière sur les pratiques de l'agroalimentaire afin qu'elles changent et que les autorités publiques fassent véritablement respecter nos droits.

Face à l'opacité du marché alimentaire en France et en Europe, nous menons des investigations et des études pour révéler des informations et scandales au grand jour. Face à l'impunité, nous nommons et exposons les responsables pour qu'ils rendent des comptes. foodwatch développe ainsi un véritable contre-pouvoir face aux lobbies de l'agro-industrie et crée un espace de débat public, là où il est trop souvent confisqué.

Nos activités couvrent des thèmes variés liés à notre alimentation : transparence sur l'étiquetage et emballages trompeurs, lien entre alimentation et santé (par exemple la sécurité sanitaire de nos aliments, les pesticides), fraudes alimentaires, menaces des accords de libre-échange...



PARTENAIRES

foodwatch a continué, en 2016, à travailler en étroite collaboration avec des partenaires clés sur plusieurs campagnes.

La Ligue contre le cancer s'est associée, comme en 2015, avec foodwatch pour le lancement d'une pétition commune en mars 2016 contre le renouvellement du glyphosate en Europe, pesticide dangereux pour la santé et probablement cancérigène. L'ONG Générations futures a également rejoint cette initiative.

Le Réseau Environnement Santé présidé par le professeur André Cicollela, toxicologue renommé, s'est mobilisé aux côtés de foodwatch pour obtenir des mesures urgentes contre la contamination des aliments par les huiles minérales.

Pour avoir plus d'impact collectivement, foodwatch est devenue membre du collectif Stop Tafta, qui fait campagne en France contre le TAFTA mais aussi le CETA. Nous avons ainsi combiné tout au long de l'année les initiatives de foodwatch et la participation aux actions et mobilisations collectives. Nous avons aussi travaillé en étroite collaboration avec la Fondation Nicolas Hulot, pour alerter responsables politiques et médias sur les menaces du CETA. Nous avons diffusé une vidéo commune : CETA, 3 minutes pour comprendre une imposture, à voir, revoir et partager sur notre chaîne Youtube.





ALIMENTATION ET SANTÉ

LES HUILES MINÉRALES, CES HYDROCARBURES QUI CONTAMINENT L'ALIMENTATION

Le problème

Des huiles minérales - qui n'ont rien à faire dans nos aliments - contaminent le riz, les pâtes, les lentilles, le couscous, les corn flakes ou encore le cacao en poudre... Quantité de produits alimentaires contiennent en effet ces dérivés de pétrole. Les plus dangereux d'entre eux, les hydrocarbures d'huiles minérales aromatiques (MOAH) sont des perturbateurs endocriniens, peuvent causer le cancer et altérer le patrimoine génétique.

Fin 2015, des tests en laboratoire menés par foodwatch révélèrent que des aliments consommés par des millions de personnes présentaient des niveaux de contamination très inquiétants : on retrouvait des MOAH dans 60% des produits testés achetés en France. A l'été 2016, c'est au tour des barres chocolatées Kinder Maxi d'être épinglées par foodwatch en Allemagne.

Fabricants et politiques ont connaissance de ce phénomène depuis de nombreuses années, mais la France, tout

comme l'Union européenne, continue de regarder ailleurs. Aucune législation n'a été mise en place pour protéger les consommateurs. Pourtant, des solutions existent, comme la mise en place de « barrières fonctionnelles » qui empêcheraient la migration des substances toxiques dans notre alimentation à partir des emballages. Les fabricants font donc comme bon leur semble.

foodwatch et vous

La mobilisation des consommateurs suite à l'alerte de foodwatch a permis de mettre fin à ce dangereux statu quo. Il n'est plus possible pour les fabricants de se draper dans leur irresponsabilité. Quant aux politiques, ils ne peuvent plus ignorer le problème.



Après avoir contacté tous les fabricants et distributeurs des produits testés, foodwatch - et plus de 110 000 signataires de la pétition - réclamaient des mesures concrètes pour empêcher la contamination des aliments par ces hydrocarbures. Nous avons été jusqu'à la Commission européenne pour porter ces revendications au plus haut niveau.

En avril 2016 foodwatch a donc décidé d'aller un cran plus loin en lançant une action administrative contre Auchan, pour obtenir le retrait de ses lentilles corail, qui affichaient la plus forte contamination par les hydrocarbures aromatiques d'huiles minérales (MOAH) parmi les 42 produits testés.

En interpellant directement la direction du groupe, de nombreux consommateurs ont accru encore la pression non seulement sur Auchan, mais sur l'ensemble des acteurs concernés. Cette persévérance a porté ses fruits : en l'espace de quelques mois, E. Leclerc, Carrefour, Lidl, Intermarché, Casino et Système U se sont formellement engagés à bannir les huiles minérales aromatiques (MOAH) de leurs aliments. Quant aux MOSH (huiles minérales saturées), autres dérivés d'hydrocarbures qui s'accumulent dans l'organisme et peuvent endommager les organes, leur présence sera limitée à 2mg/kg d'aliment. C'est une victoire pour la santé des citoyens.

HYDROCARBURES DANS LES ALIMENTS
Qui protège notre santé ?

ILS ACISENT	ENCORE UN EFFORT !	NE RÉPONDENT PAS

SIGNEZ LA PÉTITION ! [foodwatch](http://foodwatch.com) contamination.foodwatch.fr

Pourquoi il faut continuer

Alors que la mobilisation a été très forte sur la pétition de foodwatch ciblant la Commission européenne, et que c'est bien aux politiques de régler cette question de santé publique, ce sont finalement des distributeurs qui ont pris les devants en agissant sur leurs marques propres pour protéger les consommateurs. En 2017, foodwatch sera là pour surveiller que ces engagements sont réellement mis en œuvre selon un calendrier précis.

A défaut d'une réglementation européenne, il est indispensable que les autorités françaises agissent, parce qu'il est inacceptable que la protection des consommateurs sur une question de santé publique ne repose que sur le bon vouloir de marques et distributeurs. C'est bien aux pouvoirs publics d'agir pour protéger l'ensemble des consommateurs. foodwatch a donc lancé une seconde pétition qui cible cette fois les ministères français pour exiger des limites strictes à la présence d'huiles minérales dans les aliments, ainsi que l'utilisation de barrières qui protègent les aliments.

GLYPHOSATE : LE SCANDALE CONTINUE, LE COMBAT AUSSI

Le problème

Le glyphosate est le désherbant le plus utilisé au monde. Rien qu'en France, on en utilise chaque année plus de 10 000 tonnes, essentiellement dans l'agriculture. On en retrouve même lors de prélèvements d'urine et de lait maternel sur des personnes vivant en ville, et n'ayant eu a priori aucun contact direct avec cette substance. En effet, les résidus de ce pesticide sont omniprésents dans l'alimentation - et d'autres produits du quotidien.

Or les effets du glyphosate, qui est aussi le composant principal du célèbre Roundup de Monsanto, sont très controversés. En 2015, l'évaluation du Centre international de recherche sur le cancer (CIRC), une agence de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), a donc fait l'effet d'une bombe : le CIRC classait le glyphosate dans la catégorie des « cancérogènes probables », évoquant notamment un lien avec le cancer du poumon.

Pesticides : la Commission européenne demande la transparence sur les études glyphosate ?

Monsanto & Co. répondent qu'elle peut les consulter... à Parme ou Brunswick !

foodwatch et vous

L'application stricte du « principe de précaution », ancré dans les textes européens et censé protéger les citoyens, voudrait que cette substance potentiellement cancérogène soit bannie tant que son innocuité ne sera pas prouvée.

foodwatch, la Ligue contre le Cancer et Générations Futures ont donc lancé une pétition en février 2016, exhortant la Commission européenne à faire respecter ce principe et interdire le glyphosate tant que subsistent des doutes scientifiques fondés. Plus de 157.000 personnes ont soutenu ces revendications, et la France a finalement pris position pour cette interdiction. La voix des citoyens a pesé, y compris au niveau européen, puisque la question du renouvellement de l'autorisation du glyphosate a fait l'objet de débats nourris, et les 10 ou 15 ans d'abord envisagés se sont transformés en 18 mois.

Pourquoi il faut continuer

Décidée en juin 2016 en dépit de l'opposition de la France, cette prolongation de l'autorisation du pesticide pour 18 mois reste une très mauvaise nouvelle. En l'absence de la nécessaire majorité qualifiée parmi les Etats membres, la Commission aurait pu interdire le glyphosate. Mais elle a choisi d'ignorer les inquiétudes légitimes de centaines de milliers de citoyens pour céder aux sirènes des lobbies : un scandale.

La décision finale est désormais suspendue à l'avis de l'Agence européenne des produits chimiques (ECHA) attendue pour 2017. Tout laisse à penser que la Commission gagne du temps par crainte des foudres de l'industrie chimique.



TRANSPARENCE

ARNAQUES SUR L'ÉTIQUETTE

Le problème

Du yaourt aux fruits sans fruits, des produits déséquilibrés (trop sucrés, trop salés, trop gras) marketés comme sains, des informations floues ou incompréhensibles pour le commun des mortels... Souvent, les étiquettes trompent les consommateurs au lieu de les informer. Pour vendre davantage, les fabricants ont recours à des pratiques abusives, faisant preuve d'autant plus d'imagination que c'est la plupart du temps légal. La législation tolère en effet de nombreux cas d'étiquetages qui induisent en erreur les consommateurs. Résultat : les rayons des supermarchés regorgent d'arnaques sur les étiquettes.

foodwatch et vous

Il y a près de trois ans déjà que foodwatch France traque les arnaques sur les étiquettes, avec le soutien de centaines de milliers de consommateurs. Petit à petit, le sentiment d'impunité se réduit du côté des industriels : ils savent qu'on les observe. Impossible de savoir combien d'étiquetages scandaleux ont pu être empêchés ou modifiés en catimini du fait de

cette vigilance. Mais pour certains, directement ciblés par foodwatch, le changement est flagrant. Le cas de Nestlé, géant de l'agroalimentaire et propriétaire de la marque Maggi, prouve que la mobilisation paie. L'emballage de sa soupe « Saveur à l'ancienne bœuf-carottes » présentait un gros morceau de viande sur l'emballage... alors qu'il n'y en avait pas un gramme à l'intérieur. Près de 15.000 signatures plus tard, exit l'illustration fantaisiste, même le nom du produit a changé.

Pourquoi il faut continuer

Au mois de décembre, le cas des terrines de canard qui contiennent tout juste 20% de canard – sans que cela figure à l'avant de l'emballage – a provoqué

**DU LARD
OU DU
CANARD**

ARNAQUE SUR L'ÉTIQUETTE
En savoir plus : www.foodwatch.fr

foodwatch

la colère de nombreux consommateurs. En 2017, foodwatch continuera d'investiguer et de révéler des cas d'arnaques sur l'étiquette, à commencer par ces mentions qui vantent des aliments « sains » ou « équilibrés » alors qu'il s'agit souvent de malbouffe. L'action collective des consommateurs est nécessaire pour pousser les fabricants à être plus honnêtes, et aboutir à des réglementations plus protectrices.

COCA-COLA, OU QUAND L'INDUSTRIE FINANCE LA « SCIENCE »

foodwatch avait demandé fin 2015 à Coca-Cola d'être transparente sur sa stratégie de financement de la recherche en Europe. Le géant d'Atlanta l'a fait. La liste des projets et organismes subventionnés en France illustre comment les près de sept millions d'euros injectés par le géant du soda sont savamment employés à brouiller le débat sur l'obésité et le diabète. Chercheurs, médecins, nutritionnistes, diététiciens ont empoché des sommes importantes avant de prétendre que les boissons light seraient finalement plutôt bénéfiques pour la santé. Ce qu'elles ne sont pas : elles augmenteraient le risque de diabète de type 2.

En publiant la liste de ces financements, foodwatch jette un peu de lumière sur les pratiques des multinationales de l'alimentaire.

LE FIASCO DE L'ÉTIQUETAGE NUTRITIONNEL

Indiquer à l'avant de l'emballage toutes les informations nutritionnelles de façon claire et synthétique, c'est ce qu'exige foodwatch depuis plusieurs années. L'apposition d'un logo simple et coloré permettrait à chacun de comparer en un clin d'œil les qualités nutritionnelles de deux aliments similaires, pour choisir en toute connaissance de cause.

Au lieu d'introduire un tel étiquetage compréhensible par tous, le Ministère a cédé à la pression des lobbies en leur confiant une « expérimentation » dont ils sont à la fois juges et parties. foodwatch a donc lancé une pétition pour demander l'arrêt de cette mascarade orchestrée par la grande distribution et l'industrie alimentaire. Aux côtés de nombreux professionnels de santé, nous avons dénoncé un processus entaché de conflits d'intérêts et dépourvu de crédibilité scientifique.

foodwatch maintient sa vigilance et continue de militer pour un logo nutritionnel obligatoire à l'avant des produits au niveau européen.

MASCARADE

Entachée de conflits d'intérêts, dénuée de crédibilité scientifique, l'« expérimentation » des logos nutritionnels est une mascarade orchestrée par l'industrie alimentaire.

Demandons à la Ministre de la Santé de mettre fin à l'expérimentation des logos nutritionnels.
Signez la pétition sur : petition-etiquetage.foodwatch.fr

foodwatch

TRAITÉS DE LIBRE-ÉCHANGE

Le problème

Les traités de libre-échange que l'Union européenne veut conclure avec le Canada (CETA) et les États-Unis (TAFTA) n'ont en réalité pas grand-chose à voir avec de simples accords de commerce. Ce qu'ils portent en germe, c'est la remise en cause de choix collectifs passés et à venir, notamment dans des domaines sensibles comme l'alimentation mais aussi l'environnement, la santé, ou encore les droits sociaux. L'étiquetage extensif des OGM ou l'interdiction de substances potentiellement dangereuses présentes dans l'agriculture et l'alimentation, mesures que défend foodwatch, deviendraient quasiment impossibles avec l'adoption de ces traités.

examiné les textes disponibles de ces deux accords et leur conclusion est sans appel : le principe de précaution tel qu'on le connaît en Europe, et son application, ne sont pas du tout garantis.

C'est très grave, car le principe de précaution européen a permis par le passé de prendre des mesures visant à protéger les citoyens et l'environnement (vache folle, antibiotiques en élevage, bœuf aux hormones...). Il est donc fondamental que des traités d'une telle ampleur que le CETA et le TAFTA le garantissent sans équivoque.

Ce n'est pas le cas, et cela pourra avoir un impact très concret :

- En matière de pesticides, l'Union européenne propose avec CETA et TAFTA de s'aligner sur des normes de protection a minima, qu'il ne serait ensuite plus possible de changer. Si le cas du glyphosate n'était par exemple pas tranché avant l'adoption éventuelle de CETA ou TAFTA, il deviendrait très compliqué d'interdire cette substance au nom du principe de précaution, d'autant plus qu'une interdiction pourrait entraîner des sanctions financières.

- La Commission européenne a retardé pendant plusieurs années la définition des critères d'évaluation des perturbateurs endocriniens, et a même été condamnée pour cela. Elle s'est justifiée en affirmant que l'analyse coûts/bénéfices n'était pas encore terminée. Or cette approche, méthode d'évaluation de référence outre Atlantique, est contraire au principe de précaution. Ce cas illustre l'influence que peuvent déjà avoir le CETA et le TAFTA sur l'application de mesures urgentes de protection de la santé humaine.

- Le champ d'application des nanotechnologies est très large et inclut l'alimentation, elles sont donc réglementées par différentes directives fondées sur le principe de précaution. A ce jour, l'évaluation scientifique de leurs risques pour la santé humaine et l'environnement est incertaine. Malgré l'urgence d'une réglementation spécifique, le TAFTA et le CETA retarderaient son adoption. Ces technologies peu connues pourraient donc être commercialisées sur le marché européen malgré la persistance de doutes quant à leur dangerosité.

Ce rapport explosif sur le principe de précaution a permis de mettre en évidence l'ampleur de la menace que représentent ces traités pour notre alimentation. foodwatch l'a notamment présenté à l'Assemblée nationale pour alerter les parlementaires et contrer la communication de la Commission et du gouvernement.

foodwatch et vous

Les députés seront directement impactés par les traités de libre-échange... et ils ne pourront pas dire qu'ils n'étaient pas au courant. Ils ont reçu plus de 9000 messages envoyés par les électeurs de leurs circonscriptions respectives à l'initiative de foodwatch. CETA et TAFTA veulent les envoyer en vacances forcées, relégués au transat plutôt qu'aux bancs de l'Assemblée nationale ! Car avec les traités transatlantiques CETA, une partie du pouvoir des élus sera bel et bien confisquée au profit des multinationales qui jouiront de pouvoirs démesurés.

foodwatch a également soutenu la pétition adressée à François Hollande et qui a réuni près de 150.000 signatures.



rejetten – et se mobilisent : que ce soit en ligne, grâce aux pétitions, ou dans la rue en manifestant. 62% des personnes interrogées souhaitent que la France mette fin aux projets d'accords CETA et TAFTA, d'après un sondage réalisé pour le collectif Stop-TAFTA en juillet 2016. Ce sont tout particulièrement les menaces pesant sur les normes et standards européens, notamment en matière d'alimentation, qui inquiètent.

Pourquoi il faut continuer

Alors que le TAFTA (accord UE-États-Unis) est aux oubliettes – pour le moment –, nous restons mobilisés pour barrer la route au CETA (UE-Canada). Adopté au Parlement européen le 15 février, il doit désormais être soumis à la ratification au niveau national. Dans cette perspective, foodwatch continue de travailler avec des professeurs de droit de renom pour révéler que l'accord CETA ne respecte même pas les principes de la Constitution en France.

Il est encore possible de faire barrage au CETA et foodwatch continuera de prendre toute sa part dans cette mobilisation. Il est inacceptable de sacrifier les mesures qui protègent la santé des consommateurs, ou qui leur permettent de savoir ce qu'il y a dans leur assiette, pour donner tous les pouvoirs aux multinationales.



Encore plus de pesticides sur nos pommes ?

AVEC CETA ET TAFTA, C'EST POSSIBLE !

Le traité CETA négocié entre l'Europe et le Canada et le TAFTA, entre l'UE et les États-Unis, ne garantissent pas le principe de précaution et menacent la protection des consommateurs.

CETA & TAFTA

foodwatch
alimentons le débat

L'un des aspects les plus inquiétants de ces traités, c'est qu'ils font du principe de précaution une banale « barrière commerciale à éliminer ». Quatre experts en droit européen commissionnés par foodwatch ont

CHERS DÉPUTÉ-E-S PLUS DE POUVOIR POUR LES MULTINATIONALES C'EST MOINS DE TRAVAIL POUR VOUS



CETA ET TAFTA VOUS SOUHAITENT DE BONNES VACANCES

Le CETA (Europe – Canada) et le TAFTA (Europe – États-Unis) sont des traités de libre-échange. Ils remettent en cause nos droits démocratiques et notre alimentation. www.ceta-tafta.foodwatch.fr

CETA & TAFTA

foodwatch
alimentons le débat

Cette mobilisation, aux côtés d'autres ONG en France et en Europe est parvenue à un premier résultat : après des années d'opacité soigneusement entretenue par les négociateurs, le CETA et le TAFTA ont enfin fait les gros titres. Or plus les gens sont informés, plus ils les

FOODWATCH DANS LES MÉDIAS

En 2016, les médias ont relayé deux fois plus d'informations révélées par foodwatch France qu'en 2015. Cette visibilité croissante de notre organisation et l'intérêt des journalistes pour nos enquêtes indépendantes et les combats que nous menons permettent de faire avancer les débats dans l'espace public pour mieux défendre nos droits. Les consommateurs sont ainsi plus à même d'exercer un contre-pouvoir face à la désinformation véhiculée par certains industriels ou politiques à propos de notre alimentation.

Nombre d'organisations citoyennes, des blogueurs, des coopératives mais aussi des syndicats attirent l'attention de leurs sympathisants sur les campagnes de foodwatch. Enfin, les médias très spécialisés - moins connus du grand public mais lus par les décideurs du secteur agroalimentaire - sont de plus en plus nombreux à informer leurs lecteurs des campagnes de foodwatch. Outre la pression des pétitions, nous constatons que la pression médiatique est bien réelle.



SUD RADIO *Les emballages trompeurs dans les supermarchés*
(Service compris, Sud radio)



RFI *TAFTA et CETA : à qui profiteront ces accords de libre-échange ?*
(C'est pas du vent, RFI)



RMC *Tafta et Ceta : « Ces traités mettent en péril le principe de précaution »*
(Jean-Jacques Bourdin, RMC)



20 HEURES *La terrine de canard est fabriquée à base de cochon*
(JT, France 2)



France 5 *La vérité sur les plats préparés*
(La Quotidienne, France 5)



LCI *Les terrines de canard contiennent plus de porc que de canard*
(LCI, TF1)



L'œil du 20 heures *Quand Coca-Cola finance la recherche sur les édulcorants*
(L'œil du 20h, JT, France 2)



Le Parisien *Pas de bœuf dans la soupe au bœuf* (Le Parisien)



Le Point *Quand la terrine sent le pâté* (Le Point)



Ouest France *Une pétition pour dire stop aux hydrocarbures* (Ouest France)



RIA *foodwatch se fait entendre par la distribution* (RIA, revue de l'industrie agroalimentaire)



Libération *L'accord CETA, cheval de Troie du contesté TAFTA ?* (Libération)



L'Humanité *#TTIPleaks : les Européens prêts à sacrifier le principe de précaution* (L'Humanité)



MEDIAPART *Sous pression de l'industrie, l'expertise des futurs logos nutritionnels tourne à la farce*
(Mediapart)



Les MARCHÉS *Maggi modifie son emballage sous la pression de foodwatch* (Les Marchés)



Le Canard enchaîné *Les lentilles se font un sang d'encre* (Le Canard enchaîné)



LE FIGARO *L'Europe encore divisée sur l'utilisation du glyphosate* (Le Figaro)



EurActiv *Le principe de précaution menacé par les accords TTIP et CETA* (Euractiv)



Le Monde *L'industrie alimentaire à la manoeuvre à Bruxelles* (Le Monde)



Et aussi dans :

20 minutes, 60 millions de consommateurs, Allodocteurs, Agence France Presse, Actu Environnement, Agra alimentation Alternatives économiques, Arte, BFM TV, Bastamag, Bioaddict, Bio à la une, Boursorama, Challenges, Consoglobe, Doctissimo, Dossier familial, Emballages magazine, Environnement magazine, Euractiv, Europe 1, France 2, France 3, France 4, France 5, France Culture, France Info, France Bleu, France Inter, foodnavigator, Huffington Post, iTélé, Journal de l'Environnement, La Dépêche du Midi, L'ADN, La France agricole, La Provence, La Tribune, La Vie, Le Canard Enchaîné, LCI, Les Echos, Le Figaro, Lelanceur.fr, Le Parisien, Le Point, Le Quotidien du Médecin, Le Télégramme, L'Usine nouvelle, Libération, L'important, LSA, M6, Medisite, MSN, Notre temps, PourquoiDocteur, Process alimentaire, Quechoisir.org, Ouest France, Reporterre, RIA, RMC, RTBF, RTL, Stratégies, Socialter, Sud Radio, Tahiti infos, Terra Eco, Top Santé, TV5, UFC Que choisir, Vivre, We Demain, Yahoo, etc.



PERSPECTIVES 2017

En 2017, nous allons continuer à enquêter, informer, mobiliser, dialoguer... et à rallier un nombre toujours plus grand de sympathisants afin que notre voix, collective, porte nos objectifs de changement du secteur alimentaire.

NOUS GARDONS LE CAP SUR NOS TROIS AXES D'INTERVENTION PRIORITAIRES

Alimentation et santé

Après un engagement fort de plusieurs distributeurs en France pour lutter contre la contamination des aliments par les huiles minérales, hydrocarbures dangereux pour la santé, il est indispensable que les autorités françaises agissent, et imposent des règles à l'ensemble des fabricants. Nous allons continuer de cibler avec notre pétition les trois ministères compétents, afin qu'ils prennent les mesures nécessaires.

Parallèlement, nous continuerons d'être vigilants sur d'autres dossiers liant alimentation et santé et à agir : pesticides, malbouffe, conflits d'intérêt, allégations de santé trompeuses, fraudes, etc. La protection de notre santé passe aussi par la protection du principe de précaution, mis en danger à la fois au niveau européen (par le CETA par exemple) et au niveau français par certains de ses détracteurs.

Transparence

Il n'est pas acceptable que les emballages de nos aliments nous trompent au lieu de nous informer sur leur véritable composition. Tout au long de 2017, foodwatch révélera au grand jour des exemples de ces « arnaques sur l'étiquette ». Le signal sera très fort envers l'industrie

agroalimentaire : nous vous observons et nous ne sommes plus prêts à accepter ces pratiques abusives. Il sera ensuite temps que des réglementations plus protectrices soient mises en place.

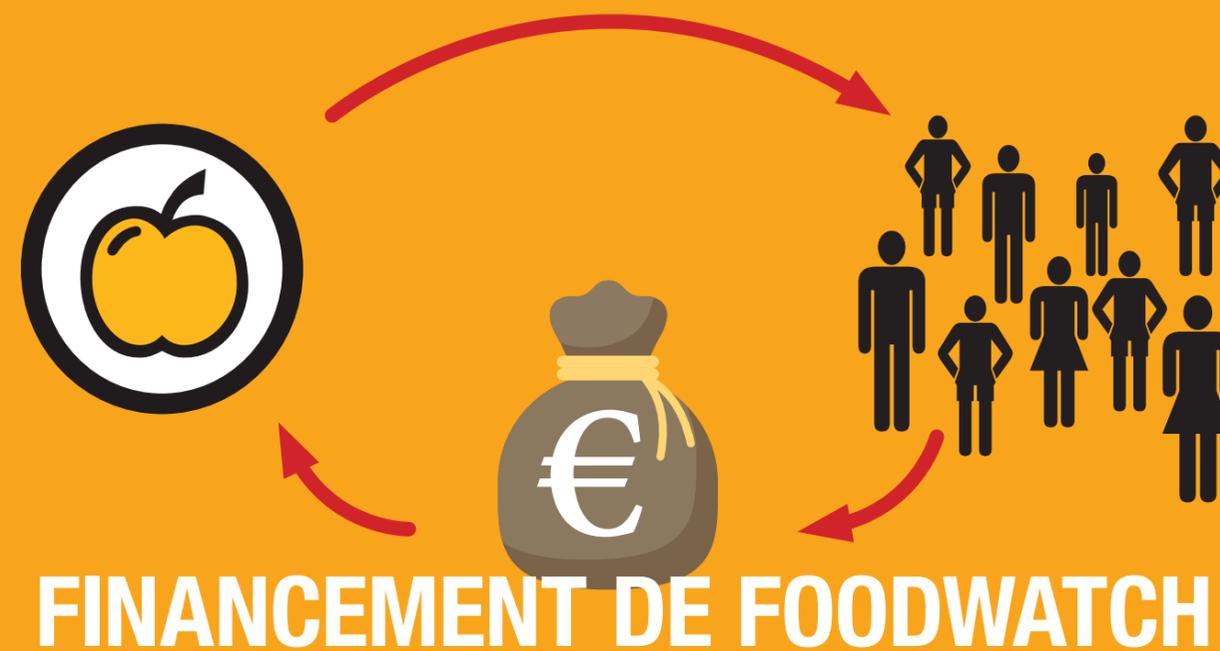
foodwatch suivra attentivement le projet d'étiquetage nutritionnel du gouvernement, et continuera de militer pour un logo nutritionnel obligatoire à l'avant des produits au niveau européen, ainsi que pour d'autres solutions pour un étiquetage plus clair et transparent de nos aliments.

Traités de libre-échange

Après un début d'année 2017 consacré à tout faire pour influencer le vote du CETA au Parlement européen mi-février, cet accord de libre-échange entre l'Europe et le Canada va entrer dans un processus de ratification nationale. foodwatch va continuer à informer et mobiliser, pour stopper cet accord qui donne des pouvoirs démesurés aux multinationales, menace le principe de précaution et notre liberté de décider en Europe des mesures qui protègent notre santé et notre alimentation (OGM, pesticides, etc.).

Par ailleurs, foodwatch a d'ores et déjà lancé des investigations sur de nouveaux thèmes en lien avec notre alimentation... dont nous vous réservons la surprise !

Une grande partie de ces actions sont menées en étroite collaboration avec nos collègues des bureaux de foodwatch à Berlin et à Amsterdam. Cette approche collaborative nous permet de démultiplier les résultats de nos campagnes, non seulement dans les pays où nous agissons, mais aussi au niveau européen.



FINANCEMENT DE FOODWATCH

L'indépendance est l'un des piliers de l'activité de foodwatch, y compris lorsqu'il s'agit de notre financement.

Depuis la fondation de foodwatch France en 2013, nous avons reçu le soutien du bureau allemand, qui existe depuis 2002. Peu à peu nous développons notre activité de collecte de fonds afin qu'à terme, notre financement repose exclusivement sur le soutien de nos donateurs réguliers en France. Cette année, nous avons sollicité plus directement nos sympathisants, qui ont d'ores et déjà commencé à répondre à l'appel. En 2017, nous souhaitons élargir encore la communauté des soutiens de foodwatch France.

Nous contrôlons scrupuleusement tous les dons supérieurs ou égaux à 500 euros par an, afin d'exclure

toute influence possible de nos campagnes. Par ailleurs, nous avons aussi une règle commune à tous les bureaux de foodwatch concernant les grands donateurs (5000 euros ou plus par an) : par transparence, nous nous engageons à publier leur nom sur notre site internet. Si les personnes concernées y sont opposées, nous ne pouvons accepter leur contribution.

Cette autonomie financière nous permet de continuer à développer nos enquêtes et activités de campagnes au service de la défense des consommateurs en toute indépendance. Pour garantir que rien ne vienne interférer dans cette mission, nous refusons toute aide publique et les financements d'entreprises qui pourraient poser, de près ou de loin, le moindre conflit d'intérêt.





■ foodwatch France

53 rue Meslay 75003 Paris

+ 33 (0) 9 67 10 86 49

E-mail : info@foodwatch.fr

www.foodwatch.fr



Sur Facebook
[foodwatchFR](https://www.facebook.com/foodwatchFR)



Sur Twitter
[@foodwatch_fr](https://twitter.com/foodwatch_fr)

foodwatch  alimente le débat.